Les élections présidentielles et législatives du printemps 2012 en Alsace

The 2012 presidential and general elections in Alsace

Die Ergebnisse der Wahlen zum Präsidenten und zur Nationalversammlung vom Frühjahr 2012 im Elsaß

Richard Kleinschmager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1629>

DOI : 10.4000/alsace.1629

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 287-322

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections présidentielles et législatives du printemps 2012 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 138 | 2012, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1629> ; DOI : 10.4000/alsace.1629

Les élections présidentielles et législatives du printemps 2012 en Alsace

Les élections du printemps 2012 ont marqué une rupture dans l'histoire politique de la V^e République en provoquant une nouvelle alternance politique de la droite à la gauche à la tête de l'État. Cette alternance présidentielle a été confortée par une majorité absolue obtenue par le Parti Socialiste à l'Assemblée Nationale. Ce même parti majoritaire au Sénat, majoritaire dans vingt et une régions sur vingt deux, majoritaire dans soixante départements, s'est retrouvé à l'issue de ces élections de 2012 dans une situation de contrôle de la vie politique comparable à celle du parti gaulliste au début de la V^e République.

François Hollande l'a emporté le 6 mai 2012 avec 51,68 % des voix, vingt-quatre ans après la seconde victoire de François Mitterrand le 8 mai 1988. Ce dernier l'avait alors emporté avec 54 % des voix devant Jacques Chirac. À cette date, l'Alsace avait donné une courte majorité au candidat des droites avec 50,9 % des suffrages exprimés. Le 6 mai 2012 par contre, la région a nettement plébiscité, le candidat des droites, Nicolas Sarkozy, en lui accordant pas moins de 63 % des suffrages. En 1981 lors de la première élection d'un candidat de gauche à la présidence, l'Alsace s'était également distinguée par le maintien d'un fort ancrage à droite, Valéry Giscard l'emportant en Alsace avec 66 % des suffrages. L'élection présidentielle de 2012 possède beaucoup de similarités avec celle de 1981 en Alsace. Dans les deux cas, l'Alsace s'est retrouvée nettement à rebours de l'évolution nationale tant au niveau des élections présidentielles que législatives. Valéry Giscard d'Estaing avait obtenu 62,9 % des suffrages au deuxième tour. Nicolas Sarkozy a totalisé 63,4 % de ceux-ci. En 1981, la droite obtenait onze députés sur treize contre deux députés à la gauche, Jean-Marie Bockel à Mulhouse et Jean Oehler à Strasbourg. En 2012, la droite totalise treize représentants à l'Assemblée Nationale sur quinze et la gauche est représentée par deux députés.

Ces élections du printemps 2012 ont commencé très tôt avec notamment une longue séquence d'élections primaires. Elles ont eu un contexte très particulier : une crise économique mondiale bousculant les grands équilibres macro-économiques avec l'Europe placée directement sous le feu des menaces, avec une crise majeure en Grèce. Lors de la campagne présidentielle, les caractéristiques du dispositif électoral présidentiel de la V^e République générant une opposition frontale de deux camps rassemblés autour de deux hommes au second tour ont été exacerbées au cours de cette élection. Les élections législatives des 10 et 17 juin se sont placées dans le souffle de l'élection présidentielle. Lors de ces deux consultations, l'Alsace a confirmé la permanence de la singularité de son positionnement politique par rapport au vote national.

Une campagne présidentielle longue et âpre

Les arrière-plans politiques

L'élection présidentielle de 2007 avait consacré la victoire de Nicolas Sarkozy, victoire accentuée en Alsace où il avait totalisé 65 % des suffrages contre 53 % au niveau national. La région était au soir du 6 mai 2007, la région la plus sarkozyste du pays. Ce résultat effaçait à certains égards pour les droites classiques, les relatifs déboires des précédentes élections présidentielles de 1995 et de 2002 où le candidat du Front National, Jean-Marie Le Pen s'était imposé en tête au premier tour dans la région devant Jacques Chirac. Les législatives de juin 2007 ont confirmé cette « déferlante bleue » avec pas moins de onze élus UMP au premier tour sur seize circonscriptions et au final, un seul élu socialiste en la personne d'Armand Jung dans la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin. À l'occasion des élections de 2007, l'Alsace est redevenue un bastion de la droite classique rassemblant au sein de l'UMP, les deux composantes centriste et gaulliste de la vie politique régionale. La période qui a suivi s'est inscrite en décalage avec la victoire de Nicolas Sarkozy avec notamment une suite d'échec aux élections intermédiaires.

La vague des réformes impulsées par l'Élysée conjuguée avec la nouvelle donne économique moins favorable consécutive à la crise dite des *subprimes* à l'automne 2008 ont généré très vite un climat moins favorable à la majorité présidentielle et législative fraîchement élue. Les élections municipales de 2008 ont consacré une « vague rose » qui s'est notamment exprimée en Alsace par la défaite de la « majorité alsacienne » à Strasbourg où Roland Ries l'a emporté sur le tandem des sortants Fabienne Keller - Robert Grossmann au bénéfice d'une alliance PS-Verts. Mulhouse par contre, passait électoralement à droite par la courte victoire

de Jean-Marie Bockel, ancien maire PS depuis 1989, transfuge du PS vers le sarkozisme et fondateur de la Gauche Moderne, à l'aile gauche de la majorité présidentielle. Il ne l'emportait qu'avec 168 voix d'avance sur son adversaire du PS, Pierre Freyburger. Les élections régionales de 2010 ont conforté la progression de la gauche sur les terrains locaux avec la confirmation d'un quasi monopole au niveau de la France entière, à la seule exception de l'Alsace ainsi placée dans une position de bastion régional de la droite présidentielle. L'octroi d'un poste de ministre des collectivités locales en novembre 2010 à Philippe Richert qui avait conduit la bataille pour la conservation à droite de l'Alsace et l'avait emporté, consacrait la reconnaissance de cette position singulière. La victoire finale de l'UMP à ces élections régionales alsaciennes ne saurait faire oublier que celle-ci fut acquise dans des conditions plus difficiles que dans de précédentes élections. « Le paysage politique n'a pas été bouleversé par cette élection régionale et l'institution régionale reste aux mains de la majorité de droite et de centre-droit qui la contrôle depuis les premières élections régionales. Jamais toutefois, avant cette élection, elle n'a dû autant se battre pour conserver sa prééminence dans un contexte national, il est vrai particulièrement peu favorable » écrivions-nous à l'issue du scrutin¹.

À l'issue du premier tour, en effet l'addition des voix des gauches, des écologistes et d'une fraction des voix du Modem donnait un léger avantage de quelque 7 000 voix à l'opposition régionale et permettait d'envisager qu'elle l'emporte. Il est vrai toutefois que le repli de la droite par rapport à de précédents scrutins régionaux était faible et qu'un ardent appel à la mobilisation et une campagne de terrain appuyée, notamment dans les fiefs ruraux de la « majorité alsacienne » conduite par Philippe Richert, suffirent à mobiliser l'électorat de droite contre un possible renversement de situation. À l'issue de cette élection, Philippe Richert pouvait sans coup férir être élu président de la seule région de droite, et succéder à André Reichardt qui avait assuré l'intérim à la présidence de la Région après le décès d'Adrien Zeller, le 22 août 2009. La majorité régionale sortait indemne voire confortée de cet épisode électoral, et même si les résultats électoraux du premier tour traduisaient un repli, elle paraissait renforcée par une victoire de deuxième tour nette, Philippe Richert l'emportant avec 46,2 % des voix devant la liste PS-Verts et ses 39,3 % des voix, le FN restant stable d'un tour à l'autre avec 14,2 % des suffrages. Les élections cantonales de 2011 n'ont pas touché à la domination de la majorité alsacienne sur les deux départements, même si celle-ci a perdu au total cinq sièges dans le Bas-Rhin où deux indépendants et cinq opposants

1. KLEINSCHMAGER (Richard), « Les élections régionales de 2010 », in *Revue d'Alsace*, n° 136, 2010, p. 356.

socialistes et Verts ont été élus. À l'inverse, dans le Haut-Rhin, elle a été confortée par le gain d'un siège².

Peu perçue et peu commentée en Alsace parce que la région n'avait aucun siège à pouvoir, le véritable choc de la baisse d'influence de la majorité présidentielle a été le basculement à gauche du Sénat consécutivement aux élections sénatoriales du 25 septembre 2011. Lors de ce renouvellement triennal, 71 890 grands électeurs ont désigné 170 sénateurs et donné pour la première fois de l'histoire de la V^e République, une courte majorité à la gauche, permettant le remplacement à la présidence de Gérard Larcher sénateur des Yvelines, par Jean-Pierre Bel, sénateur socialiste de l'Ariège depuis 1998.

Beaucoup d'éléments de l'évolution politique récente ont pu concourir à prédire l'échec possible du président sortant en 2012. En Alsace toutefois, la résistance des droites au deuxième tour des élections régionales laissait entrevoir que lors d'un scrutin décisif des résistances à la tendance nationale verraient le jour en Alsace.

Les arrières-plans économiques et sociaux

Depuis les débuts de la V^e République, aucune élection n'a eu en arrière-plan une situation économique de la gravité de celle qui s'est installée depuis 2008 et qui a fait entrer en récession la majorité des pays industrialisés. La plupart des analystes se sont accordés pour considérer qu'il s'agissait de la pire crise économique depuis 1929. Elle a notamment conduit à un ralentissement du commerce international et à une hausse du chômage. L'Alsace longtemps épargnée par le chômage a connu une expansion spectaculaire de celui-ci. Situé à 4,8 % en 2001, le taux de chômage a atteint 8,5 % au quatrième semestre 2011, ce qui laisse toutefois la région dans le lot des régions françaises les moins touchées, loin derrière Le Languedoc-Roussillon (13,1 %) ou le Nord-Pas-de-Calais (12,7 %) mais devant la Bretagne (8 %) ou l'Île-de-France (8,4 %). Le taux moyen de chômage n'atteignait que 4,9 % dans le Bade-Wurtemberg et 5,2 % dans le Regierungsbezirk Karlsruhe et 4,6 % dans la Region Südlicher Oberrhein en 2011. Grâce à ce dynamisme relativement supérieur des économies allemande et suisse, une partie de l'emploi régional a été sauvegardée par le maintien du travail frontalier dont l'importance – un actif sur douze – en particulier au Nord et au Sud de la région tempère les effets de la crise. Sur la dernière période à proximité immédiate des élections sur le dernier trimestre 2011, une légère reprise du chômage qui avait culminé à 10 %

2. KLEINSCHMAGER (Richard), « Les élections cantonales du printemps 2011 », in *Revue d'Alsace*, n° 137, 2011, p. 413-426.

à l'automne 2010 puis était redescendu à 9 % à l'été 2011, s'est manifesté sur la France entière.

L'Alsace continue de figurer parmi les premières régions au niveau du PIB par emploi et parmi les régions françaises les plus riches au niveau des revenus des ménages avec des écarts de revenus entre ménages plus faibles qu'en moyenne nationale et avec une part prépondérante des salaires dans la formation des revenus. La décennie écoulée a toutefois été marquée par la poursuite de la déconstruction du tissu industriel régional au bénéfice des emplois dans le secteur tertiaire. Si la région reste la 2^e région la plus industrialisée du pays, avec une valeur ajoutée brute par habitant de l'industrie qui représente en 2009, 17,5 % de la valeur ajoutée brute au niveau alsacien contre 12,5 % au niveau national³, le nombre d'ouvriers dont la plus grande partie est employée dans l'industrie ne cesse de décroître. Si les retraités constituent la catégorie socio-professionnelle la plus importante dans la région (360 000 soit 23,9 % du total alsacien), les ouvriers restent les actifs en fonction les plus nombreux (265 000 soit 17,6 %) talonnés par les employés (248 000 soit 16,5 %). Pour mémoire, les agriculteurs qui ne sont plus qu'un peu plus de 7 000 actifs dans la région ne représentent plus que 0,5 % des actifs⁴.

Comme d'autres régions industrielles européennes, l'Alsace est entrée dans un processus de tertiarisation de ses activités qui laissent dans les marges non urbanisées de la plaine ainsi que dans les vallées vosgiennes des zones de moindre développement de même que ce processus engendre des zones péri-urbaines d'étalement des villes qui se différencient par la structuration géographique et sociologique des espaces urbains centraux. C'est le cas en particulier autour de Strasbourg mais aussi de Mulhouse et Colmar. Ces évolutions accompagnent les évolutions de la distribution des votes en complexifiant l'ancienne différenciation des votes villes/campagnes.

La campagne électorale

La campagne de cette élection présidentielles 2012 comme les précédentes a commencé très en amont du vote au point que l'année 2011 tout entière est apparue à bien des égards comme une préparation de l'élection. Du côté de la majorité UMP en place, l'intensité de la préparation a paru moindre dans la mesure où Nicolas Sarkozy, président sortant a déclaré tardivement sa candidature le 17 février 2012. Cette déclaration tardive dont avait également fait usage François Mitterrand

3. INSEE, *Produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2009, et Valeurs ajoutées régionales, de 1990 à 2009*, site INSEE, 2010.

4. INSEE, *RP 2008 exploitations complémentaires*.

qui s'était déclaré candidat le 22 mars en 1988 ou Jacques Chirac lors d'un voyage en Avignon le 11 février 2002 est dans l'ordre des contraintes qui s'imposent à un président en fonction qui se doit de maintenir le plus longtemps possible une présence pleine et entière à la tête de l'État. Aucun observateur ne pouvait toutefois douter de la candidature de Nicolas Sarkozy dont nombre d'actions procédait bien en amont de l'annonce, d'une démarche de candidat à sa propre succession.

La primaire socialiste de cette élection présidentielle appelée « primaire citoyenne » a sans conteste été un des moments marquants de la campagne électorale. En novembre 2006 Ségolène Royal l'avait emporté au niveau national avec 61 % des voix contre 21 % à Dominique Strauss-Kahn et 19 % à Laurent Fabius. En Alsace, dans le Bas-Rhin, elle n'avait totalisé que 54 % des 1 277 votants contre 31 % à Strauss-Kahn et 14 % à Laurent Fabius tandis que dans le Haut-Rhin ces mêmes candidats obtenaient respectivement 55 %, 24 % et 20 % des 661 votants. Cette élection primaire de 2006 était restée réservée aux seuls membres du PS tandis que la primaire de 2011 a véritablement fait figure d'innovation en fonctionnant comme une primaire « ouverte » à l'ensemble des électeurs. Cette élection sur le mode des primaires américaines organisée en deux tours les 9 et 6 octobre 2011, a enregistré pas moins de 3 millions de votants sur la France entière alors que seulement 179 412 personnes avaient concouru à désigner la candidate socialiste en 2006.

En Alsace, en 2012, 41 495 personnes ont participé à la primaire socialiste moyennant un euro de participation aux frais de l'élection et la signature d'une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche. Dans son commentaire du premier tour le journaliste Claude Keiflin⁵ soulignait que les résultats ne se différencient guère des résultats nationaux avec une première place pour François Hollande (37 % des suffrages) devant Martine Aubry (34 %) et Arnaud Montebourg (15 %) tandis que Manuel Valls (6 %), Ségolène Royal (6 %) et Jean-Michel Baylet (0,5 %) se plaçaient très en retrait. François Hollande a davantage conquis d'électeurs en milieu rural et péri-urbain tandis que Martine Aubry est arrivée en tête à Strasbourg avec 36,5 % des suffrages devant François Hollande (34,4 %). Ce premier tour a été l'occasion d'un partage entre les leaders socialistes strasbourgeois, avec d'une part les « aubrystes » emmenés par Catherine Trautmann, Jean et Serge Oehler, Alain Fontanel et les « hollandais » autour de Roland Ries, Jacques Bigot, Armand Jung ainsi que Mathieu Cahn et Raphaël Nisand. Le deuxième tour n'a pas infirmé les résultats du premier tour. François Hollande est arrivé nettement en tête avec un score de 53 % des voix sur l'ensemble de l'Alsace contre

5. KEIFLIN (C.) « L'Alsace s'aligne sur le vote national », in *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 11 octobre 2011.

47 % à Martine Aubry, le Haut-Rhin se révélant comme au premier tour plus « hollandais » (54,5 % des voix) que le Bas-Rhin (52 %). Si les résultats alsaciens se sont différenciés des résultats nationaux, c'est par un léger surcroît de vote pour Martine Aubry par rapport à son résultat national, dans le Bas-Rhin surtout. Au niveau national, elle a totalisé 1 233 899 suffrages soit 43,4 % des suffrages exprimés alors qu'en Alsace elle a recueilli 20 707 votes soit 47 % de ceux-ci. Si l'Alsace n'a pas rallié de manière aussi marquée François Hollande que les départements de la France centrale et du Sud-Ouest, elle est restée dans une adhésion effective mais modérée au vainqueur de cette élection. Cette dernière s'est avérée un puissant levier pour légitimer la candidature de François Hollande aux yeux de l'opinion publique, souder sa formation pour la campagne présidentielle et effacer les effets désastreux sur l'image du PS de l'affaire Strauss-Kahn, l'ex-candidat présumé vainqueur de la primaire et de l'élection présidentielle. Nul doute que cette « primaire citoyenne » du PS n'ait marqué la scène politique et constitué le fait le plus marquant de cette campagne 2012. Elle a introduit une nouvelle dimension démocratique à la constitution de l'offre politique. Il serait étonnant que hors le cas d'un président sortant comme cela a été le cas de Nicolas Sarkozy en 2012, les grandes formations ne s'en inspirent à l'avenir.

Les écologistes de leur côté ont eux aussi organisé une élection primaire pour la désignation de leur candidat et ce, dès le mois de juin 2011. N'étaient autorisés à participer à cette élection que les adhérents du parti « Europe Écologie-les Verts » ainsi que les « coopérateurs » sympathisants non adhérents, moyennant une participation financière de 10 €. Pratiquée sur internet ou par voie postale, le vote mobilisa une trentaine de milliers d'électeurs qui ont eu à choisir entre quatre candidats, Nicolas Hulot, animateur de télévision, Eva Joly, ancienne juge d'instruction, deux figures médiatiques, ainsi que le président de l'Observatoire du nucléaire, Stéphane Lhomme et un élu écologiste alsacien, Henri Stoll, maire de Kaysersberg et membre du Conseil Général du Haut-Rhin qui s'était présenté en revendiquant de représenter la « base » des électeurs écologistes ne se reconnaissant pas dans « l'écologie spectacle ». Ces primaires, ont conduit à la désignation d'Eva Joly avec 58 % des voix contre 41 % à Nicolas Hulot au deuxième tour le 12 juillet 2011. Au premier tour, le maire de Kaysersberg Henri Stoll était arrivé en troisième position avec 1 269 voix sur 25 274 suffrages exprimés soit 5 % des suffrages.

Au Front National, la désignation de Marine Le Pen à la tête du parti lors du congrès de Tours des 15 et 16 janvier 2011 a *de facto* désigné le candidat du Front National à l'élection présidentielle. Après le vote de 17 127 adhérents sur 22 403 inscrits, Marine Le Pen a succédé sans coup férir à son père Jean-Marie Le Pen en obtenant 68 % des suffrages contre 32 % à son concurrent Bruno Gollnisch.

Quant au président du Mouvement démocrate (Modem), François Bayrou, c'est le 7 décembre 2011 qu'il a annoncé sa troisième candidature à l'élection présidentielle à la Maison de la Chimie de Paris.

Co-président du Front de gauche avec Martine Billard, Jean-Luc Mélenchon qui s'est déclaré candidat dès janvier 2011, a obtenu le soutien du Parti de gauche, de Gauche Unitaire et de la Fédération pour une alternative sociale et écologique. En juin 2011 le Parti communiste a appuyé sa candidature après consultations internes.

Au final, ce sont dix candidats qui ont été admis à candidater à l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud pour Lutte Ouvrière, Philippe Poutou pour le Nouveau Parti anticapitaliste auparavant représenté par Olivier Besancenot, Nicolas Dupont-Aignan pour Debout la République et Jacques Cheminade pour Solidarité et Progrès s'ajoutant aux candidats déjà évoqués.

Par ailleurs, la campagne a connu un calendrier usuel, avec une intensification de celle-ci à partir de la déclaration de candidature officielle de Nicolas Sarkozy le 17 février 2012 dans le journal de 20 h conduit par Laurence Ferrari sur TF1. Les candidats ont pour la plupart fait un ou plusieurs passages en Alsace avec une relative parcimonie sauf pour Nicolas Sarkozy. François Hollande a participé le 19 novembre 2011 à Strasbourg au congrès des jeunes socialistes et à une discussion avec le philosophe Peter Sloterdijk à l'Opéra dans le cadre des Rencontres de Strasbourg le 16 mars 2012 après une visite du quartier de la Meinau. Le 6 mars 2012, François Bayrou est venu plaider dans un meeting au Palais de la Musique et des Congrès pour une « refondation de l'Europe » qu'il trouve aujourd'hui « désenchantée ». Le 14 mars 2012, les écologistes avec notamment Daniel Cohn-Bendit, José Bové, Antoine Waechter et Sandra Bélier au Palais des Fêtes de Strasbourg ont soutenu la candidate Eva Joly qui a indiqué qu'elle irait jusqu'au bout de sa candidature malgré les mauvais sondages. Nicolas Sarkozy a visité le chantier de la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg le 8 novembre 2011 et a échangé avec des étudiants de l'Institut d'Études Politiques, de l'École de Management et de sciences économiques de l'Université de Strasbourg. Dès avant l'annonce de sa candidature, dans ses habits de chef de l'État, Nicolas Sarkozy avait visité le 10 janvier 2012 les services du centre hospitalier de Mulhouse, adressant ses vœux à « la France solidaire » et le 9 février s'était rendu à Fessenheim où il avait notamment dénoncé le projet de François Hollande de fermeture de la centrale consécutivement à l'accord passé entre le PS et EE-LV le 15 novembre 2011. En fin de campagne, il a tenu meeting au Wacken de Strasbourg le 22 mars 2012 sous le slogan « La France forte dans une Europe forte ». Dans un discours introductif, le ministre et président de la Région Philippe Richert avait décliné l'un des thèmes alsaciens majeurs de la campagne régionale de

l'UMP contre le PS, l'opposition aux menaces contre le Concordat du projet de François Hollande d'introduire la laïcité dans la Constitution. Et ce malgré les mises au point du candidat Hollande, qui avait précisé dès le 13 février la formulation de sa 43^e proposition introduisant la loi de séparation de 1905 dans la Constitution, avec l'ajout : « sous réserve des règles particulières applicables en Alsace-Moselle », et du sénateur-maire socialiste de Strasbourg, Roland Ries, qui affirmait le 11 février dans le Monde, appartenir à « la très grande majorité des Alsaciens et Mosellans, d'obédiences religieuses diverses, laïques et même athées, qui soutiennent le régime concordataire ». Cette réunion publique marquait la reprise de la campagne après une courte suspension. L'assassinat de quatre personnes devant l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse qui faisait suite à celui de trois parachutistes par le même auteur, Mohamed Merah au nom d'un islamisme radical proche d'Al-Qaida, avait suspendu la campagne des principaux candidats. Ce fut le seul événement véritablement inattendu de cette campagne. Il s'est révélé traumatisant pour l'ensemble du pays sans qu'on puisse considérer qu'il ait eu un impact direct sur la campagne, tant les principaux candidats se sont abstenus d'exploiter cet événement tragique.

Cette campagne a connu la poursuite avérée du développement de l'usage d'internet et des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, en particulier dans les plus jeunes générations d'électeurs sans qu'il soit possible de mesurer avec précision leur impact. Dans le même temps, les supports médiatiques régionaux traditionnels, ont poursuivi leur travail d'information sur les candidats et la campagne, qu'il s'agisse des deux supports de presse, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et *L'Alsace* qui appartiennent désormais au même groupe économique contrôlé par le Crédit Mutuel ou les télévisions *FR3* et *Alsace 20* ainsi que les radios, en particulier *France Bleue Alsace*. On a vu aussi apparaître de nouveaux organes sur internet comme *Rue 89 Strasbourg* et fleurir des blogs comme celui du journaliste Claude Keiflin après le départ de celui-ci de son quotidien.

Le premier tour des présidentielles : en Alsace, Sarkozy confirmé, Le Pen renforcé

Si la France entière donne un léger avantage au premier tour à François Hollande (28,6 % des suffrages exprimés), l'Alsace marque son ancrage à droite en plaçant Nicolas Sarkozy (32,9 % des suffrages en Alsace contre 27,2 % en France entière) et Marine Le Pen (22,1 % contre 17,9 %) devant le candidat du PS (19,3 %). Nicolas Sarkozy fait nettement la course en tête dans la région même si son score se réduit de trois points

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 1^{er} tour - Suffrages des principaux candidats

de pourcentage par rapport à 2007. Le second enseignement marquant de ce scrutin est la reconquête par Marine Le Pen de l'électorat du Front National. Avec 22,1 % en Alsace, elle fait oublier les 13,6 % de son père en 2007 et permet au parti qu'elle préside de cousiner avec les scores historiques du vieux leader, les 21,8 % de 1988, les 25,4 %, de 1995, et les 23,4 % de 2002. Avec ses 19,3 % des suffrages, François Hollande cède 13,6 points de pourcentage au président sortant et ne devance François Bayrou que de 7,6 points. Jean-Luc Mélenchon n'échappe pas à cette décote alsacienne de la gauche à ce premier tour de la présidentielle. Il ne totalise que 7,3 % des suffrages en Alsace contre 11,1 % au niveau national. Les autres candidats sont dans une forte proximité de leurs résultats nationaux, même si Eva Joly (2,7 % en Alsace contre 2,2 % France entière), Nicolas Dupont-Aignan (1,9 % contre 1,8 %), Nathalie Arthaud (0,6 % contre 0,58 %) et Jacques Cheminade (0,3 % contre 0,2 %) font très légèrement mieux dans la région. Seul Philippe Poutou parmi les candidats minoritaires échappe à la règle avec 1,09 % en Alsace contre 1,11 % au niveau national.

La carte nationale de ce premier tour oppose schématiquement une France de l'Ouest plutôt à gauche à une France de l'Est plutôt à droite. Dans cette dernière, l'Alsace fait figure de bastion. Aucune région n'atteint une somme des voix Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy aussi importante que en Alsace. Ils totalisent 62 % des suffrages dans la région contre 45 % au niveau national. Dans quatre autres régions seulement, la Corse (55,9 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (54,9 %), Champagne-Ardenne (52,4 %) et Picardie (50,1 %), la somme des voix des deux principaux candidats de droite dépasse les 50 % des suffrages. Une des caractéristiques géographiques majeures de cette élection est le fait que le Front National ait diffusé son influence sur l'ensemble du territoire avec une impressionnante augmentation de 68 % du nombre de suffrages exprimés en sa faveur par rapport à 2007 soit 6,4 millions d'électeurs au lieu de 3,8 millions. Par ses percées dans l'Ouest et le monde rural en général, son vote s'homogénéise géographiquement. Cette évolution est telle que l'Alsace qui a mis en tête Jean-Marie Le Pen aux premiers tours des présidentielles de 1995 et 2002, n'apparaît plus comme la région la plus acquise au FN. Avec 22,9 % des voix sur l'ensemble de la région, elle est devancée par la Picardie (25,0 %), le Languedoc-Roussillon (24,8 %), la Corse (24,4 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (23,9 %), la Lorraine (23,7 %) et le Nord-Pas-de-Calais (23,3 %). Le mouvement de balance au sein de l'électorat de droite alsacien vers Nicolas Sarkozy en 2007 ne s'est pas réellement démenti en faveur de la fille de Jean-Marie Le Pen. Les 32,9 % des suffrages acquis en 2012 par le président sortant font de très loin de l'Alsace, sa première région devant l'Île-de-France (31,7 %), La Bretagne (31,7 %), la Corse (31,4 %) l'Aquitaine (31 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (31 %). L'écart est marqué avec la Lorraine voisine qui d'une courte tête a donné l'avantage à

François Hollande (25,5 %) sur Nicolas Sarkozy (25,4 %). François Bayrou quant à lui, a comme Nicolas Sarkozy, fait de l'Alsace sa première région métropolitaine avec 11,7 % alors que l'Outre-Mer lui a accordé des résultats exceptionnellement favorables avec 21,4 % des suffrages. Il réalise entre Vosges et Rhin un score très proche de celui des Pays de la Loire (11,6 %) et de la Bretagne (11,4 %).

L'importance de la droite dans le vote alsacien entraîne mécaniquement une adhésion limitée à la gauche. Il n'y a qu'en Alsace que la somme des voix des deux principaux candidats de gauche, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon les place avec 26,6 %, en dessous de la barre des 30 %. La moitié des régions accorde au seul candidat du PS un pourcentage de voix supérieur à la somme des pourcentages de ce candidat et de celui du Front de Gauche en Alsace. Par ailleurs, c'est en Alsace que François Hollande avec 19,3 % des suffrages exprimés et Jean-Luc Mélenchon avec 7,3 % de ceux-ci réalisent chacun leur plus médiocre score des 22 régions métropolitaines. À l'opposé, quelle que soit la modestie du score obtenu (2,74 %), Eva Joly réalise en Alsace son troisième meilleur score régional, derrière la Bretagne (2,95 %) et Rhône-Alpes (2,86 %) mais devant l'Île-de-France (2,70 %).

La cartographie des résultats des principaux candidats fait ressortir les permanences et les singularités en 2012 de leur implantation géographique intra-régionale. Conçue à l'échelle cantonale, cette cartographie réalisée par Jean-Philippe Droux dans le cadre de l'Atelier de cartographie, organe du CRESAT de l'Université de Haute-Alsace dirigé par Nicolas Stoskopf⁶ souligne la variété des zones d'influence des principales forces politiques avec quelques grands traits généraux comme le surcroît d'influence de la gauche dans les grandes zones urbaines régionales alors que les cantons de la ruralité privilégient nettement le vote à droite.

La carte du vote pour Nicolas Sarkozy au premier tour corrobore la tradition des scores majeurs de la droite aux extrémités méridionales et septentrionales de la région où les rivalités entre centrisme et gaullisme ont longtemps animé les joutes électorales. Dans ces deux zones, la rivalité a souvent tourné au bénéfice des gaullistes dont les figures de François Grussenmeyer, député de Wissembourg de 1958 à 1993 ou Pierre Weisenhorn, député d'Altkirch de 1971 à 1988 ont été emblématiques. Les cantons de Wissembourg, Lauterbourg et Seltz au nord, ceux de Hirsingue, Ferrette, Huningue et Sierentz au sud ont enregistré des résultats qui voisinent les 40 % des suffrages pour

6. CRESAT (Centre de recherche sur les Économies, les Sociétés, les Arts et les Techniques), Université de Haute Alsace, Campus Fonderie. Les présentes cartes seront publiées dans l'Atlas historique d'Alsace dirigé par Odile Kammerer.

Nicolas Sarkozy. Au cœur du Sundgau, le canton de Ferrette avec 44,4 % des suffrages donne son meilleur score cantonal au président sortant devant celui de Lauterbourg avec 42 %. La carte fait également ressortir une vaste couronne péri-strasbourgeoise prenant en écharpe la ville de Strasbourg, de Brumath à Obernai, zone des villages de lotissement et de l'habitat pavillonnaire greffés sur de vieux cœurs de village et maillée par un réseau dense de petites villes. Dans cette couronne, le canton de Truchtersheim où Nicolas Sarkozy a obtenu 41,3 % des suffrages fait figure de leader de ce vote. Les caractéristiques socio-économiques soulignent l'embourgeoisement de ce canton devenu l'un des plus riches de la région puisque l'ISF y est payé par 12 % des foyers contre 3 % en moyenne régionale. Au-delà de ce canton, tous les autres, Brumath, Hochfelden, Wasselonne, Mundolsheim, Geispolsheim, Obernai, Rosheim et dans une moindre mesure Molsheim et Erstein participent de ce phénomène difficile à identifier mais de plus en plus marquant de la « périurbanisation » qui déstructure les anciens rapports ville-campagne. Dans ces zones, ni vraie ville, ni vraie campagne où vivent 30 à 40 % de la population française, majoritairement des classes moyennes, s'inventent de nouveaux modes de vie dominés par l'habitat pavillonnaire, l'importance quotidienne des transports pour les trajets domicile-travail, une sociabilité singulière de lotissement qui n'est pas sans résonnances autarciques et corrélativement une certaine distance vis à vis des formes traditionnelles de la vie villageoise, y compris sur le plan politique. Certains auteurs y ont repéré les croissances nouvelles des votes extrémistes de droite comme de gauche, le pavillon apparaissant comme lieu de refuge et de repli devant les menaces extérieures. Ce schéma ne correspond pas à la situation alsacienne et en particulier péri-strasbourgeoise : ces zones sont résolument sarkozystes et non lepénistes. Si on prend les deux zones contigües du canton 6 de Strasbourg Haute-pierre-Cronenbourg et du canton de Mundolsheim, on observe que Nicolas Sarkozy obtient 19,3 % des suffrages dans le premier et 38,1 % dans le second soit pas loin du simple au double. À l'inverse François Hollande obtient 41,1 % des voix dans le premier et 19,4 % dans le second, du simple au double également. L'hétérogénéité socio-économique et urbanistique des deux cantons est extrême et souligne ce qui pourrait apparaître comme une opposition frontale des zones de banlieues et des zones péri-urbaines. Cette géographie politique semble singulière mais rejoint les constats anciens du déplacement à droite des électeurs des zones d'habitation individuelle avec accession à la propriété de ménages venant des villes, attirés par ces zones encore accessibles du point de vue du prix de l'immobilier. Dans l'Alsace centrale, le canton de Kaysersberg offre son meilleur score haut-rhinois (37,04 %) à Nicolas Sarkozy avec des communes viticoles qui dépassent les 40 % comme Zellenberg (46,9 %), Niedermorschwihr (44,7 %), Bennwihr (42,2 %), Katzenthal (41,4 %) ou Riquewihr (41,3 %). Par contraste, les zones de moindre vote en faveur de

Nicolas Sarkozy sont celles des villes de Mulhouse et Strasbourg. Au sein de celles-ci le niveau socio-économique est discriminant. Quartier nord-ouest à Strasbourg, canton sud de Mulhouse sont des zones de richesse où le vote sarkozyste est majoré. La géographie du vote sarkozyste de 2012 rappelle les concentrations traditionnelles aux extrémités nord et sud de la région, du vote en faveur des droites parlementaires et fait ressortir plus nettement que lors d'autres scrutins une adhésion majorée dans les zones péri-urbaines strasbourgeoises.

Le vote en faveur de Marine Le Pen est aujourd'hui illustré par des évolutions que fait ressortir la carte que nous avons publiée consécutivement aux élections présidentielles de 1988. Si aux origines, l'implantation est strictement mulhousienne et strasbourgeoise, dès 1988 « la cartographie du vote lepéniste fait assez nettement apparaître plusieurs zones de concentration d'un vote rural : dans le Bas-Rhin, le vignoble de Dambach-la-Ville à Obernai, une vaste zone intermédiaire au nord-ouest de l'agglomération strasbourgeoise, du début de la vallée de la Bruche aux Basses-Vosges près de Niederbronn, et enfin une troisième zone, l'Alsace Bossue... Dans le Haut-Rhin, une accentuation radioconcentrique de vote autour de Mulhouse est clairement perceptible avec un prolongement jusqu'à Saint-Louis et la frontière helvétique à l'est, et vers la vallée de Saint-Amarin à travers les cantons très industriels de Cernay et de Thann, à l'ouest » écrivions-nous⁷. À première vue, les zones du plus fort pourcentage de voix lepénistes de 2012 paraissent davantage caractériser les périphéries de la région, comme si les centres urbains de Strasbourg et Mulhouse les avaient aujourd'hui refoulées. Au tournant du siècle, le canton 10 de Strasbourg Neuhof-Stockfeld et le canton nord de Mulhouse étaient emblématiques de l'implantation du FN dans des zones urbaines peuplées de grands ensembles et de populations touchées par le chômage avec des taux d'ouvriers élevés. Aujourd'hui en 2012, le vote lepéniste dessine deux bandeaux transversaux, au nord, de Sarre-Union à Bischwiller, au sud, en diagonale de Neuf-Brisach à Dannemarie, et dispose de points d'appui en fonds de vallées vosgiennes, les cantons de Schirmeck et Saales, celui de Sainte-Marie-aux Mines, celui de Saint-Amarin. Les trois cantons du plus fort vote sont en 2012 ceux de Sarre-Union (31,9 %), Niederbronn-les-Bains (30,8 %) et Drulingen (30,45 %) presque à égalité avec celui de Sarre-Union (30,43 %). Dans le Haut-Rhin, seul le canton de Saint-Amarin (30,2 %) dépasse les 30 % de voix en faveur de Marine Le Pen. Les différences avec 1988 tiennent surtout à l'atténuation de l'influence dans le vignoble bas-rhinois et à son accentuation dans la Haute-Vallée de la Bruche. En 1995 le canton de Barr apportait 26,4 % de

7. KLEINSCHMAGER (Richard), « Le vote lepéniste alsacien du printemps 1988 », in *Hérodote*, n° 50-51, p. 22-37, 1988.

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 1^{er} tour - Suffrages des principaux candidats

ses suffrages à Jean-Marie Le Pen et celui d'Obernai 29,2 %. Ils ont voté respectivement à 20,4 % et 23,4 % en faveur de Marine Le Pen en 2012. En 1995 encore, les pourcentages de vote les plus élevés en faveur de Jean-Marie Le Pen étaient enregistrés dans les cantons de Niederbronn-les-Bains (32,4 %), Bischwiller (32,4 %), Bouxwiller (32,2 %), Sarre-Union (32 %), la Petite-Pierre (31,2 %) mais le record absolu du vote lepéniste appartenait au canton 10 de Strasbourg (Neuhof-Stockfeld) avec 33,8 % des suffrages exprimés. Pas moins de la moitié des cantons strasbourgeois Cronenbourg-Hautepierre (27,1 %), Meinau (20,5 %), Neudorf (21,6 %), Koenigshoffen-Elsau (27,4 %), et Neuhof-Stockfeld (33,8 %) avaient voté à plus de 20 % en faveur du leader du FN. La véritable différence avec cette période réside sans nul doute dans cette progressive érosion du vote FN dans ces zones urbaines. En 2012, le canton 10 Neuhof-Stockfeld reste le canton du plus fort vote lepéniste strasbourgeois mais avec 19,9 % seulement et dans les autres cantons de Neudorf (13,2 %), Cronenbourg-Hautepierre (13,2 %) Koenigshoffen-Elsau (16,7 %) et Meinau (13,1 %), les scores de marine Le Pen sont très en deça de ceux de son père à l'époque, ce qui n'est pas le cas des cantons lepénistes du nord de la région. En 1995, la somme des voix lepenistes des dix cantons strasbourgeois étaient de 21 657 votes soit 16,6 % des 130 548 suffrages bas-rhinois pour Jean-Marie Le Pen. En 2012, ces mêmes cantons ont enregistré 12 635 voix pour Marine Le Pen soit 10,2 % des 124 264 suffrages du département pour la nouvelle présidente du FN. Sur la ville de Mulhouse, les résultats de Marine dans le fief lepéniste du canton nord ont connu une érosion similaire à celle enregistrée à Strasbourg : avec 20,5 % des suffrages elle dépasse le médiocre résultat de son père en 2007 (16,4 %) mais reste éloignée des résultats de 2002 (24,7 %) et de ceux des années fastes, 1988 (29,9 %) et surtout 1995 (32,3 %).

Par ailleurs, le vote du bloc des cantons ruraux lepénistes du nord de la région se distingue toutefois de celui des cantons lepénistes des fonds de vallées vosgiennes en 2012. De Sarre-Union à Bischwiller, tous les cantons enregistrent des scores à la fois élevés pour Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen et dans aucun d'entre eux cette dernière ne devance le président sortant. Dans ces cantons très marqués à droite, nombre d'électeurs expriment avec une certaine permanence une adhésion au vote lepéniste, dans un contexte de fort enracinement global à droite. Au contraire, dans les quatre cantons de fonds de vallées vosgiennes, tous marqués par des déstructurations industrielles importantes sans relais significatifs dans des activités de service et la présence de certaines formes de paupérisation, le vote pour Marine Le Pen l'emporte constamment et nettement en pourcentage sur celui pour Nicolas Sarkozy. Dans le même temps, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon y réalisent des scores relativement élevés, très supérieurs à ceux des cantons lepénistes du nord de la région. François Hollande obtient 22 % des votes à Schirmeck, 19,9 %

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 1^{er} tour - Suffrages des principaux candidats

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 1^{er} tour - Suffrages des principaux candidats

à Saales et 21,1 % à Sainte-Marie-aux-Mines tandis que son score tombe à 10,7 % à Seltz, 11,7 % à Sarre-Union ou 11,9 % à Drulingen.

Ces élections de 2012 amorcent une certaine recomposition géographique du vote lepéniste en Alsace. Sa présence s'atténue dans les zones urbaines centrales et confirme son implantation dans les zones périphériques de la région, qu'il s'incarne comme une radicalisation de l'enracinement idéologique à droite comme dans les cantons du nord-ouest de la région ou qu'il s'inscrive dans des cantons de déprise économique et sociale marquée, comme les cantons des fonds de vallées vosgiennes.

Le vote en faveur de François Bayrou en 2012 a été marqué par un net retrait de son influence puisque dans le Bas-Rhin, son électorat est passé de 131 484 suffrages en 2007 à 69 940 en 2012, et dans le Haut-Rhin de 82 855 suffrages à 46 175 soit une baisse de près de moitié, légèrement plus marquée dans le Bas-Rhin (- 48 %) que dans le Haut-Rhin (- 44,3 %). La carte de ce vote en 2012 souligne globalement une meilleure implantation dans le nord et le centre de la région que dans le sud. Dans le nord son influence s'est réduite en zone strasbourgeoise – 24 382 suffrages en 2007, 11 096 en 2012 dans la ville de Strasbourg – mais reste plus marquée dans les cantons au nord-ouest de Strasbourg, de Wissembourg (13,4 % en 2012) à Rosheim (13,8 %), à l'exclusion des cantons d'Alsace Bossue (canton de Sarre-Union, 10,8 %). Une deuxième zone d'influence est constituée autour du vignoble bas-rhinois et une troisième autour du vignoble haut-rhinois, de Ribeauvillé à Wintzenheim. Dans le reste du Haut-Rhin, l'influence de Bayrou s'accroît sur Dannemarie (13 %) et Altkirch (13,3 %). Sur Mulhouse, le canton de Mulhouse-Sud (11,7 %) ressort avec un score légèrement supérieur à celui des autres cantons mulhousiens de même qu'à Strasbourg, les cantons bourgeois du centre, quartier des XV-Orangerie (12 %) et Robertsau (12,3 %) en particulier. Avec des nuances, la géographie du vote Bayrou a accentué ses proximités avec le vote Sarkozy par rapport à d'autres scrutins où la différence nord-sud dans le vote centriste était plus marquée. Les zones de moindre influence sont particulièrement similaires. Peut-être faut-il y voir l'effet d'estompement du clivage centriste/gaulliste depuis la création de l'UMP par Jacques Chirac en novembre 2002.

Le vote écologiste pour Eva Joly dessine une carte qui est singulière, en particulier par rapport au vote socialiste pour François Hollande avec lequel EE-LV a signé un accord électoral en novembre 2011. La caractéristique du vote écologiste en Alsace est de détenir des points d'appui dans des zones où l'implantation de la gauche comme de la droite peut être forte. C'est ainsi que fortement implantés sur Strasbourg (4,2 % des suffrages contre 2,7 % en moyenne régionale), les écologistes sont particulièrement présents dans les cantons de la Gare (7,3 %), du Centre-Ville (5,3 %) et de l'Esplanade-Krutenau (5,3 %) où le PS est électoralement influent mais

aussi dans des cantons de forte implantation de la droite comme ceux de la Robertsau (3,6 %) ou du Conseil des XV-Orangerie (5 %). De même sur Mulhouse (2,6 % en moyenne), Eva Joly réalise ses meilleurs scores dans le canton de Mulhouse-Sud (2,7 %) plutôt résidentiel à l'opposé du canton Nord (1,9 %). La véritable caractéristique d'implantation du vote écologiste réside dans la majoration de son influence dans une vaste zone centrale, à cheval sur les deux départements, du canton de Barr (3,4 %) à celui de Guebwiller (3,2 %), le long du piémont et dans les vallées vosgiennes de Villé (canton 4,3 %), Lapoutroie (4,9 %) et Munster (3,6 %). On retrouve également un point d'appui de ce vote au sud dans le Sundgau, à un degré moindre il est vrai. Cette géographie du vote écologiste rend compte d'une diffusion de cette sensibilité en zone rurale dense de manière relativement constante et contredit en Alsace l'idée d'un vote qui serait surtout celui de bourgeois-bohèmes urbains dénommés bobos.

Le vote pour François Hollande rejoint les caractéristiques géographiques usuelles du vote de gauche en Alsace en 2012. Les plus forts scores sont remarquablement concentrés sur les villes, Strasbourg (32,1 % des suffrages au 1^{er} tour contre 19,3 % en moyenne régionale) et Mulhouse (30,8 %) où le socialisme a une présence ancienne et constante, mais aussi, dans une moindre mesure, sur Colmar (24 %). Dans le cas de Strasbourg, cette présence est diffuse sur l'ensemble de la ville avec un surcroît de voix dans les cantons de Hautepierre-Cronenbourg (41,1 %), Gare (34,7 %) et Esplanade-Krutenau (34,2 %). Schiltigheim se rattache par son score (30,7 %) aux cantons intra-strasbourgeois contrairement à Illkirch-Graffenstaden au sud (23,6 %). À Mulhouse, François Hollande majore le pourcentage de ses voix dans les cantons Nord (36 %) et Ouest (33,2 %) par opposition au canton Est (26,3 %) et Sud (21,4 %). Une vaste zone de cantons avec des pourcentages légèrement supérieurs à la moyenne régionale du vote s'étend d'Ensisheim à Guebwiller, Masevaux et Habsheim, englobant le fief de toujours, le Bassin Potassique. On retrouve un arc de même intensité de vote dans le sud du Bas-Rhin, de Mundolsheim à Schirmeck jusqu'à Sélestat. L'influence est nettement inférieure dans les zones de l'extrême nord et de l'extrême sud de la région. François Hollande n'enregistre à Sarre-Union que 11,7 % des suffrages et 9 % à Ferrette.

La carte du vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon (7,3 % des suffrages en moyenne régionale) frappe essentiellement par ses proximités avec celle de François Hollande. Tout au plus note-t-on quelques accentuations du vote dans les cantons de Guebwiller et Cernay au Sud mais aussi de Sainte-Marie-aux-Mines et Lapoutroie ainsi que sur le canton Nord de Mulhouse. À Strasbourg, il majore ses scores sur les cantons de Hautepierre-Cronenbourg (12,8 %), Gare-Finckwiller (15,2 %) et Esplanade-Krutenau (13,8 %). Au nord de Strasbourg les votes sont très faibles, un peu moins faibles sur le

canton de Saverne (6,7 %) ou comme François Hollande, le résultat en sa faveur est légèrement supérieur à celui des cantons environnants. Par la géographie, le vote pour Mélenchon s'inscrit clairement dans les zones d'influence de la gauche.

La carte de l'abstention reste dans l'ensemble plutôt difficile à interpréter d'un point de vue politologique. À première vue, elle est davantage concentrée dans les trois villes les plus importantes de la région, en particulier sur Strasbourg (23,8 % d'abstention contre 20,3 % en moyenne régionale) et Mulhouse (30,1 %). À Strasbourg, elle est plus élevée dans le quartier du Neuhof (29 %), là où le vote lepéniste a reculé. Mais elle est diffuse dans de larges zones qui correspondent aussi dans le nord aux zones d'influence de ce même vote frontiste et dans le sud à la vaste zone d'influence de la gauche au nord de Mulhouse. Elle est de manière très contrastée très faible dans le canton de Seltz (17 %) et élevée dans celui de Wissembourg (22 %). Un contraste similaire existe entre le canton de Ferrette (17,3 %) et celui de Huningue (22,3 %). La forte ouverture de Wissembourg et Huningue vers les régions étrangères voisines suffit-elle à expliquer cette élévation du taux d'abstention ? On peut observer que le taux d'abstention alsacien (20,3 %) est plus élevé à cette élection présidentielle 2012 qu'en moyenne nationale (19,6 %). Il est fréquent que ce soit le cas à d'autres élections et l'Alsace a une certaine réputation d'abstentionnisme : même abstention qu'au niveau national aux législatives de 2007 (44,1 %) mais 40 % aux législatives de 2002 contre 35,6 % au niveau national par exemple. Mais ceci n'a pas été vrai aux élections présidentielles. Le taux alsacien a longtemps été plus faible qu'au niveau national : 14,3 % contre 15,8 % en 1974, 14,6 % contre 18,9 % en 1981, 26,1 % contre 28,4 % en 2002. En 2007 pour la première fois, la tendance s'est inversée. Le taux d'abstention alsacien à cette présidentielle est devenu plus important qu'au niveau national : 17 % contre 15,2 %. Cette tendance s'est confirmée à cette élection de 2012, sans que toutefois l'écart s'accroisse.

Le premier tour de cette élection présidentielle 2012 n'a pas infirmé les scores obtenus par Nicolas Sarkozy qui n'a enregistré qu'un léger tassement de trois points de pourcentage en 2012 par rapport à 2007. Par ailleurs, alors que François Hollande fait deux points de plus que Ségolène Royal en 2007 qui devançait alors Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen se place nettement devant le candidat du PS. Elle retrouve ce socle de près de 200 000 électeurs frontistes alsaciens, en l'occurrence 219 251 voix, plus que ce que son père avait enregistré en 1995 (218 648 voix) et en 2002 (192 584 voix). Jacques Fortier a résumé les leçons de ce premier tour dans la formule-titre de son analyse « Sarkozy résiste, Le Pen se renforce »⁸. La

8. FORTIER (Jacques), « Sarkozy résiste, Le Pen se renforce », in *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 23 avril 2012.

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 1^{er} tour - Suffrages des principaux candidats

chute de François Bayrou qui a perdu 98 223 suffrages de 2007 à 2012 en Alsace est une autre des données d'évolution marquantes de ce premier tour 2012 dans la région.

Le deuxième tour des présidentielles : l'Alsace à contre-courant

La campagne de deuxième tour s'établit dans les règles d'un duel désormais classique entre la droite et la gauche fédérées autour des deux candidats arrivés en tête au premier tour. Cette campagne a été marquée par peu d'événements régionaux, même si les militants de chacun des partis ont été à la tâche pour convaincre localement les électeurs. Comme à l'accoutumée, une grande partie de la campagne s'est déroulée par médias interposés, la télévision en particulier avec son point d'orgue, le débat télévisé entre les deux candidats. Nicolas Sarkozy en souhaitait plusieurs sur des thématiques différentes. François Hollande n'en a concédé qu'un seul. Il a eu lieu le 2 mai 2012. Comme pour le premier tour, et bien que cela reste difficile à estimer, une partie de la bataille médiatique s'est déroulée sur la toile, sur les sites des formations politiques mais surtout sur les réseaux sociaux, Facebook et Twitter désormais partie prenante des jeux d'influences interindividuelles au même titre que le bouche à oreille. Plusieurs observateurs ont relevé que les électeurs indécis font encore leur choix à la lecture des documents électoraux dont la loi impose la distribution par voie postale à chaque électeur inscrit. D'un point de vue politique, les consignes de vote des candidats non retenus du premier tour n'ont été surprenantes que de la part de François Bayrou qui a préconisé de voter François Hollande, déroutant ainsi la part de son électorat qui penche à droite. Quant à Marine Le Pen, elle n'a donné aucune consigne de vote mais a indiqué qu'elle voterait blanc au deuxième tour des présidentielles et « bleu marine » aux législatives.

Au deuxième tour des élections présidentielles de 2012, l'Alsace a largement confirmé son choix de 2007. Nicolas Sarkozy a totalisé 605 538 voix en sa faveur soit 63,4 % des suffrages et gagné 279 225 voix d'un tour à l'autre. L'Alsace s'est ainsi positionnée, et de loin, comme la région la plus sarkozyste de France. Au niveau national, il n'a obtenu que 48,4 % des voix soit un écart de quinze points de pourcentage avec son score alsacien. Il a pratiquement stabilisé son résultat de 2007 en Alsace où il avait totalisé 641 324 voix représentant 65,5 % des suffrages exprimés. Huit régions métropolitaines ont donné l'avantage à Nicolas Sarkozy, outre l'Alsace, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (57,6 %), Corse (55,9 %), Champagne-Ardenne (54,1 %), Rhône-Alpes (52 %), Lorraine (51,1 %), Franche-Comté (51 %) et Centre (50,6 %). Ce résultat confirme

Élections présidentielles 2012 en Alsace - 2nd tour

l'ancrage de la région à droite dans cette proportion de deux tiers des voix que nous avons relevé depuis longtemps comme une relative constante électorale de la région.

François Hollande obtient au 2^e tour en Alsace 36,6% des suffrages soit 349 615 voix contre 191 282 au premier tour. Ce faisant, il dépasse nettement les quelques 308 030 voix obtenues par les candidats clairement identifiés à gauche au premier tour et a donc glané des voix dans la faible augmentation de la participation d'un tour à l'autre, mais aussi, selon toute probabilité, parmi les électeurs de François Bayrou qui auront répondu à l'appel de leur leader à voter François Hollande.

Un des aspects singuliers de ce deuxième tour est la proportion des votes blancs et nuls. Ceux-ci sont passés de 19 825 au premier tour à 60 599 au deuxième tour représentant 4,8% des votants contre 1,9% au premier tour. Au deuxième tour de 2007, la proportion des blancs et nuls par rapport aux votants n'était pas négligeable mais n'avait été que de 3,6% des votants. Ce surcroît tient certainement pour une bonne part à la consigne de vote dans ce sens de Marine Le Pen, ce que confirme la carte de ces votes blancs et nuls qui recoupe pour une large part les zones de concentration du vote lepéniste du premier tour dans les zones périphériques de la région, en particulier au nord et à la limite vosgienne ouest de la région, du canton de Schirmeck à celui de Dannemarie.

La carte des votes de deuxième tour par canton confirme pour l'essentiel les tendances structurelles du vote pour François Hollande et Nicolas Sarkozy du premier tour, avec des nuances toutefois. Dans le cas de François Hollande, la concentration de scores élevés dans l'ensemble de la ville de Strasbourg mais aussi dans les cantons de Bischheim, Schiltigheim et Illkirch-Graffenstaden qui constituent à ce deuxième tour un ensemble électoralement homogène avec les autres cantons de la ville, a été confirmée. Une variation par rapport au premier tour est la forte accentuation des votes en sa faveur dans les cantons vosgiens de Schirmeck, Saales et Sainte-Marie-aux-Mines qui avaient notamment des scores élevés pour Marine Le Pen au premier tour. Quant à la carte du vote Sarkozy majoritaire dans la région au deuxième tour, on observe que la zone périurbaine strasbourgeoise de forte implantation du vote en sa faveur au premier tour s'inscrit dans des classes de vote de niveau inférieur, sauf sur Rosheim et Wasselonne. Par contre, le niveau du vote Sarkozy se renforce dans les cantons de Bischwiller et Haguenau ainsi que dans l'Outre-Forêt, dans ceux de Woerth et de Soultz-sous-Forêt. L'accentuation du vote en faveur de Nicolas Sarkozy est également remarquable dans les cantons de l'Alsace Bossue, Sarre-Union et la Petite-Pierre en particulier.

L'Alsace a confirmé de très nette manière la permanence de son ancrage à droite au cours de ces élections présidentielles 2012. Nicolas Sarkozy n'a

enregistré qu'un léger retrait de la position électorale qu'il avait acquise en 2007. Le déclin du vote en faveur de François Bayrou a certainement permis à Nicolas Sarkozy de conserver ses positions. Cela n'a toutefois pas suffi à empêcher le retour du Front National dans ses positions d'avant 2007, c'est à dire en Alsace à un niveau nettement plus élevé qu'au niveau moyen national. Quant à la gauche, si elle ne sort pas puissamment renforcée dans la région, elle consolide fortement son influence dans les trois centres urbains de la région qui sont ses bastions, Strasbourg en particulier. Toutes choses étant égales par ailleurs, l'Alsace est à certains égards, dans une situation comparable à une région allemande conservatrice comme la Bavière dont la capitale Munich est traditionnellement dominée par une majorité de centre-gauche comprenant aujourd'hui le SPD, les Verts et la *Rosa Liste*.

Des élections législatives dans l'ombre projetée de la présidentielle

Les élections législatives de 2012 ont paru subir plus que les précédentes les effets de l'inversion du calendrier électoral proposée par Lionel Jospin et adopté par 300 voix contre 245 par l'assemblée nationale en décembre 2000. Elles n'ont que faiblement mobilisée l'opinion publique. La disparition de la scène publique de Nicolas Sarkozy après sa défaite a paru semer le trouble dans son propre camp où la rivalité entre Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP et François Fillon, dernier Premier Ministre de Nicolas Sarkozy, a très vite ébranlé la cohésion de l'ancienne majorité. Dans le même temps, François Hollande, dès sa nomination, a constitué un gouvernement avec à sa tête l'ancien maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, pour gérer la transition jusqu'aux élections législatives décisives en vue d'accompagner, d'une majorité appropriée la politique promise par le président nouvellement élu. Dans ce gouvernement, aucun ministre alsacien n'a été appelé à siéger.

Un important redécoupage électoral en préalable

La campagne législative proprement dite a été précédée par un redécoupage des circonscriptions électorales qui a été conduit en 2010 par Alain Marleix, ancien secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités locales, prédécesseur de Philippe Richert dans ce poste. Le programme de ce redécoupage était, outre de corriger les effets des évolutions démographiques locales pour conserver une jauge électorale proche de 100 000 inscrits par circonscription, de diminuer le nombre de députés afin de permettre la création de onze députés représentants des Français de l'étranger tout en conservant le même nombre total de 577 députés.

Ceci explique notamment que le nombre de députés de l'Alsace soit passé de 16 à 15, la baisse impactant le département du Haut-Rhin qui a perdu une circonscription, celle de Saint-Louis-Huningue. Ceci a conduit à la constitution d'une vaste circonscription de Huningue à Dannemarie incluant en son centre les cantons d'Altkirch, Hirsingue et Ferrette (3^e circonscription), ce qui avait suscité les protestations véhémentes de Jean Ueberschlag, ancien maire de Saint-Louis, député de la circonscription supprimée, un proche de Jacques Chirac. Une autre modification importante a été la constitution de la 4^e circonscription du Haut-Rhin sur la base d'un regroupement transversal de cantons du Rhin aux Vosges regroupant des cantons de l'ancienne 7^e circonscription, Ensisheim, Soultz et Cernay et des cantons de l'ancienne 3^e circonscription du Haut-Rhin, Saint-Amarin, Thann et Masevaux, le canton de Guebwiller étant rattaché à la très vaste 2^e circonscription du Haut-Rhin étendue de Sainte-Marie-aux-Mines à Guebwiller. La 5^e circonscription de Mulhouse a été constituée des cantons Ouest, Est et Sud de la ville auxquels a été rattaché celui de Habsheim tandis que la 6^e circonscription d'Illzach se présente désormais comme une vaste circonscription en clé à molette enserrant l'agglomération de Mulhouse et comprenant outre le canton d'Illzach, ceux de Wittenheim au nord et de Sierentz au sud.

Sur le Bas-Rhin, les ciseaux du découpeur de circonscription ont travaillé à la marge de certaines d'entre elles. À la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin a été rajoutée la partie sud du canton de Haute-pierre-Cronembourg, le reste du canton 6 étant rattaché à la circonscription 4, circonscription péri-urbaine de l'ouest strasbourgeois. À la 2^e circonscription du Bas-Rhin très urbaine du sud strasbourgeois a été rattaché le canton d'Illkirch-Graffenstaden tandis que la 5^e circonscription de Sélestat échange avec celle de Molsheim (6^e) le canton de Villé contre celui d'Obernai. D'autres reconfigurations concernent des fractions d'anciennes circonscriptions avec parfois des situations complexes comme la 9^e circonscription du Bas-Rhin, celle de Haguenau qui inclut cinq communes du canton de Bischwiller ou dans la 3^e circonscription de Bas-Rhin, Strasbourg-Schiltigheim à laquelle ont été rattachées les communes de Reichstett et Souffelweyersheim appartenant à des cantons dépendant de la 4^e circonscription du Bas-Rhin. Ces redécoupages ne pouvaient bouleverser le paysage alsacien mais ils ont sans conteste eu certains effets électoraux, notamment dans le cas de la 3^e circonscription du Bas-Rhin.

Une campagne sans relief

La campagne du premier tour des élections législatives s'est révélée singulièrement morne par comparaison à l'élection présidentielle dont l'intensité sur la fin a été exceptionnelle comme c'est fréquemment le cas dans des élections d'alternance. Le découragement attaché à la défaite,

l'amorce de rivalités pour le contrôle de l'UMP entre François Fillon et Jean-François Copé, à l'opposé, la crainte de ne pas trouver une majorité parlementaire susceptible d'appuyer la mise en œuvre des projets de François Hollande ont marqué une campagne dont la population et les médias ont semblé se désintéresser. Sur le terrain toutefois, les ambitions de conquête des circonscriptions ont suscité une campagne où dans une région comme l'Alsace, compte tenu du rapport de force globalement favorable à l'UMP et ses proches, les rivalités de personne se sont aiguës au sein de la droite.

L'affrontement dans la 1^{ère} circonscription du Haut-Rhin entre le maire de Colmar, Gilbert Meyer et le député sortant Éric Straumann, investi par l'UMP, la lutte entre le maire de Haguenau, Claude Sturni et le maire de Bischwiller, Nicole Thomas investie par l'UMP, ont été particulièrement symboliques de ces rivalités internes à la droite parlementaire apparues dans nombre de circonscriptions d'autant que quatre sortants avaient décidé de ne pas se représenter, en l'occurrence Jean Ueberschlag, élu de 1986 à 2012 de la précédente 4^e circonscription du Haut-Rhin (Saint-Louis-Huningue) Alain Ferry, député de la 6^e circonscription du Bas-Rhin (Molsheim-Villé) de 1993 à 2012, Émile Blessig député de la 7^e circonscription du Bas-Rhin de 1986 à 2012 et Yves Bur, député de la 4^e circonscription du Bas-Rhin de 1995 à 2012, tous élus du premier tour en 2007. Dans le cas de ce dernier, on relèvera l'intelligence avec laquelle il a su imposer Sophie Rohfrisch, maire de Lampertheim et vice-présidente du Conseil Régional pour lui succéder, en évitant un parachutage élyséen qui n'aurait pas manqué de se manifester ou des candidatures locales qu'il ne souhaitait pas voir se présenter. Il a attendu quelques jours avant l'échéance des déclarations de candidature pour annoncer sa décision de ne pas se représenter et soutenir celle qui avait été sollicitée pour être sa suppléante, lui-même devenant suppléant de la nouvelle candidate.

Un premier tour avec moins d'élus qu'en 2007

Le premier tour de ces législatives qui ont eu lieu le 10 juin 2012 par un temps mitigé, ont donné lieu à une participation modeste de 54,6 %, plus faible en Alsace que la participation au niveau national de 57,4 %. Qu'en Alsace, une région qui a voté aussi fortement en faveur de Sarkozy, la déception ait pu conduire à un certain désintérêt pour cette élection législative est d'évidence. On peut toutefois noter que les électeurs alsaciens ont, de manière répétée, tendance à davantage participer aux élections présidentielles qu'aux élections législatives. C'est un trait qu'ils partagent avec l'ensemble du pays. Mais, par ailleurs, ils ont eu longtemps tendance à moins participer aux élections législatives. En 2007, la participation régionale aux législatives s'est établie à 55,9 % équivalente à la participation nationale alors qu'en 2002 (60 % en Alsace contre 64 % en France

entière), en 1997 (67,4 % contre 68 %) et en 1993 (67,8 % contre 68,2 %) la participation alsacienne s'est constamment maintenue à un niveau plus faible qu'au niveau national. L'élection législative de 2012 confirme la tendance régionale de longue durée alors que les élections législatives de 2007 ont fait figure d'exception par l'intensité de la participation des électeurs alsaciens aux élections législatives.

Les résultats du premier tour des législatives n'ont pas été marqués par un bouleversement du paysage politique mais plutôt par un effet de souffle de la présidentielle sur l'élection législative, effet relativement important au niveau national, modeste à l'échelle alsacienne. Le PS a capitalisé 29,3 % des suffrages exprimés à l'échelle nationale contre 16,9 % en Alsace où l'UMP est arrivé largement en tête avec 35,2 % des voix contre 27,2 % au niveau national. Dans la région, le Front National a précédé le PS avec 17,4 % des voix alors qu'il s'est limité à 13,7 % des voix sur la France entière. L'UMP a devancé nettement les autres formations en Alsace mais moins nettement qu'en 2007. Onze députés UMP ou proches ont été élus dès le premier tour en 2007. Seuls trois l'ont été en 2012. Il s'agit de Frédéric Reiss dans la 8^e circonscription du Bas-Rhin (53,6 % en 2012 contre 65,9 % en 2007), de Jean-Luc Reitzer dans la 3^e circonscription du Haut-Rhin (54,8 % contre 63,8 %), de Laurent Furst dans la 6^e circonscription de Bas-Rhin avec 51,7 % alors qu'Alain Ferry avait obtenu 67,4 % des suffrages en 2007. L'élection de ce dernier, maire de la principale ville de la circonscription, Molsheim, adoubé par son prédécesseur Alain Ferry, a été particulièrement brillante. Il est exceptionnel qu'une première candidature à la députation se traduise par une victoire au premier tour. Par ailleurs, ce n'est que dans la circonscription d'Illzach (5^e du Haut-Rhin) que le Front National a pu imposer une triangulaire grâce au 25,2 % des voix obtenus par Martine Binder. Les écologistes ont été présents dans trois duels avec les candidats de la majorité alsacienne et les socialistes dans sept affrontements droite / gauche. Pour le PS, Armand Jung a été le seul à obtenir avec 41,2 % des suffrages, une nette avance sur sa concurrente de l'UMP, Anne Hulné (28 %). Deux circonscriptions ont paru condenser les possibilités d'augmenter les chances du PS. À Mulhouse, Pierre Freyburger du PS (33,8 %) a talonné en deuxième position la députée sortante UMP, Arlette Grosskost (39,9 %). C'est sur Strasbourg qu'ont paru se concentrer les chances du PS d'emporter un deuxième siège dans la région. Dans la circonscription de Strasbourg 2 regroupant les cantons sud de la ville auxquels a été adjoint par la grâce du redécoupage, le canton d'Illkirch-Graffenstaden, Philippe Bies, adjoint au maire de Strasbourg a devancé le député sortant Jean-Philippe Maurer avec 37,6 % des suffrages exprimés contre 34 % à son adversaire. Dans les autres circonscriptions, la victoire de la majorité alsacienne, a paru acquise dès le premier tour. Une des singularités de ce premier tour a été la 7^e circonscription du Bas-Rhin où les deux candidats arrivés en tête ont été, d'une part, Thierry Carbiener,

centriste, conseiller général, ancien maire de Saverne de 2001 à 2008 qui a totalisé 20,5 % des voix et d'autre part, Patrick Hetzel avec 31,4 % des voix. Ce dernier, professeur des Universités, ancien directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, originaire de Sarre-Union, venait tout juste de bénéficier du désistement du député-maire de Saverne, Émile Blessig qui avait tardivement annoncé qu'il renonçait à briguer un quatrième mandat le 30 mars 2012 alors même qu'il avait déjà été investi par l'UMP.

Au final, ce premier tour des législatives du printemps 2012 a confirmé avec mesure des tendances observées tant aux municipales de 2008 qu'aux régionales de 2010 et aux cantonales de 2011 : des progressions modestes mais réelles de l'audience des socialistes et des verts, en particulier dans les principaux centres urbains, même si l'Alsace est restée très majoritairement ancrée à droite dans les espaces péri-urbains et ruraux surtout.

Un deuxième tour de confirmation de l'ancrage majoritaire à droite et de la progression du PS

Le dimanche 17 juin 2012, jour partagé entre pluie le matin et soleil l'après-midi, les électeurs alsaciens ont reconduit une très nette majorité de droite dont l'UMP est le maître d'œuvre dans la représentation de la région à l'Assemblée nationale même si la gauche a élargi son assise strasbourgeoise. Tout en soulignant que « seulement un électeur alsacien sur deux avait voté », Yolande Baldenweck résumait la situation en titrant son analyse : « la droite retrouve des couleurs mais la gauche double son score »⁹. Philippe Bies a en effet conquis la 2^e circonscription du Bas-Rhin permettant au PS de doubler le nombre de ses députés en Alsace. Il n'en reste pas moins que sur les quinze députés alsaciens de 2012, treize se rattachent à la majorité alsacienne. Dans la Lorraine voisine, ce même soir la gauche l'a emporté sur la droite avec onze sièges de députés contre dix. Le contraste est encore plus marqué avec le niveau national où le PS et ses alliés se sont imposés avec 314 sièges contre 229 à l'UMP et ses alliés, les Verts obtenant 17 sièges, le Front de gauche 10 sièges, le FN deux sièges, l'extrême-droite un siège, le Modem deux sièges et deux sièges étant attribués à des candidats divers centre.

En Alsace, au final de ce deuxième tour, dans le Haut-Rhin tous les candidats sortants ont été réélus et la droite a opéré le grand chelem. Dans ce département, trois députés, Jean-Louis Christ (63,5 % des suffrages exprimés), Michel Sordi (63 %) et Eric Straumann ont été élus avec plus de 60 % des voix. Arlette Grosskost a réussi à l'emporter nettement dans

9. BALDENWECK (Yolande), « La droite retrouve des couleurs, mais la gauche double son score », in *L'Alsace*, 18 juin 2012.

la 5^e circonscription du Haut-Rhin, celle de Mulhouse en arrivant en tête dans le canton de Habsheim (64 %) et celui de Mulhouse Sud (57,9 %). Dans la triangulaire de la 6^e circonscription du Haut-Rhin, celle d'Illzach, Francis Hillmeyer candidat du centre mais qui avait rallié Nicolas Sarkozy dans la précédente mandature, l'a emporté avec 44,1 % des suffrages devant la candidate socialiste Malika Schmidlin-Ben M'Barek (32,6 %) qui a précédé la candidate du Front National, Martine Binder (23,3 %), seule rescapée lepéniste du premier tour.

Dans le Bas-Rhin, les résultats ont fait apparaître un renouvellement marqué de la représentation parlementaire et un net rajeunissement de celle-ci. Quatre nouveaux députés sur neuf ont été élus dont un, Laurent Furst, dès le premier tour. À cela s'ajoute que cette représentation comportera désormais une femme en la personne de Sophie Rohfrisch qui prend la suite d'Yves Bur devenu son suppléant dans la 4^e circonscription du Bas-Rhin où elle a obtenu pas moins de 65 % des voix face à la représentante du PS Nadine Soccio. Dans la circonscription de Saverne, Patrick Hetzel a réussi sans coup férir à être élu après une campagne éclair avec pas moins de 57,2 % des voix et près de 5 000 voix d'avance face à Thierry Carbiener, ancien maire de Saverne et conseiller général. C'est la première fois sur cette circonscription, depuis la défaite d'André Westphal en 1974 vaincu par Adrien Zeller, qu'un candidat originaire de Sarre-Union l'a emporté sur un candidat de Saverne. Quant à Claude Sturni, il a permis pour la première fois qu'un maire de Haguenau soit également le député de la circonscription en l'emportant sur Nicole Thomas, maire de Bischwiller qui avait pourtant bénéficié de l'investiture officielle de l'UMP. Deux députés sortants de l'agglomération strasbourgeoise ont par ailleurs été réélus. Le PS Armand Jung a obtenu une victoire large et attendue dans la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin avec 66,6 % des suffrages. André Schneider pour l'UMP l'a emporté plus difficilement avec 673 voix d'avance seulement sur 33 947 suffrages exprimés devant la candidate d'Europe Écologie-Les Verts, Andrée Buchmann, figure historique de l'écologie alsacienne. Dans un autre contexte, Antoine Herth de la Majorité Alsacienne l'a emporté sans difficultés face au candidat écologiste Daniel Ehret avec 67,8 % des voix. Le seul véritable changement politique de cette élection législative est le gain de la 2^e circonscription du Bas-Rhin par Philippe Bies au détriment du député sortant UMP Jean-Philippe Maurer dont c'était le premier mandat. Le candidat du PS, vice-président de la CUS en charge de la rénovation urbaine, président de CUS Habitat et d'Habitation moderne, a disposé d'une nette victoire avec 52,2 % des suffrages dépassant son adversaire de 1 618 voix. Ce sont les cantons strasbourgeois qui lui ont permis de l'emporter avec un score particulièrement élevé dans le canton Esplanade-Krutenau (61,6 %) alors qu'il a été devancé par le député sortant sur le canton d'Illkirch-Graffenstaden. Jean-Philippe Maurer a totalisé 54,8 % des voix dans ce canton qui avait déjà donné une majorité de voix

à Nicolas Sarkozy alors que la ville d'Illkirch-Graffenstaden avait réélu avec 70 % des voix en 2008, son maire socialiste, Jacques Bigot, devenu la même année, président de la CUS.

Pour conclure

Au final ces élections législatives auront permis un certain renouvellement et rajeunissement de la représentation parlementaire dans le Bas-Rhin et le gain d'un siège pour le PS sur son fief de Strasbourg. Les grands équilibres politiques de la région dont le fort ancrage à droite reste marqué, n'ont pas été modifiés. Les législatives confirment toutefois une certaine érosion des positions de l'UMP clairement perceptible au premier tour de ces législatives. Cette évolution avait déjà été remarquée au premier tour des élections régionales de 2010 alors qu'à ces élections présidentielles de 2012, le recul de Nicolas Sarkozy par rapport à 2007 a été particulièrement faible par comparaison avec le reste du pays. Dans le même temps, le Front National a reconquis avec Marine Le Pen une audience qu'il avait perdue en 2007 mais qu'il n'a pu confirmer aux législatives.

Résumé

Les élections présidentielles et législatives du printemps 2012 en Alsace

Les élections présidentielles et législatives du printemps de 2012 ont confirmé l'ancrage à droite de l'Alsace, à contre-courant du changement national de majorité. Aux élections présidentielles, Nicolas Sarkozy a confirmé sa première place de 2007 dans la région et Marine Le Pen a reconquis l'influence perdue à l'élection présidentielle précédente par son père. François Hollande a stabilisé la présence du PS tandis que François Bayrou a perdu une part significative de son électorat. Aux élections législatives, dans le souffle de la victoire présidentielle de François Hollande, le PS a obtenu un deuxième député sur les quinze députés de la région dont l'écrasante majorité se rattachent à l'UMP. Le PS consolide ses positions dans les principales villes, en particulier Strasbourg qui compte désormais deux députés se réclamant de la nouvelle majorité présidentielle socialiste. Ces élections ont marqué un certain renouvellement de génération dans la représentation parlementaire du Bas-Rhin dont cinq députés sur neuf se sont fait élire pour la première fois contrairement au Haut-Rhin dont tous les députés élus sont des sortants.

Zusammenfassung

Die Ergebnisse der Wahlen zum Präsidenten und zur Nationalversammlung vom Frühjahr 2012 im Elsaß

Die politische Rechte bleibt im Elsaß gut verankert. Sowohl die Wahlen des Präsidenten als auch die Wahlen zum Parlament im Frühjahr 2012 haben dies wiederum bestätigt. Im Gegensatz zum übrigen Frankreich gab es hier keinen Wechsel der Mehrheit. In den Wahlen des Präsidenten hat Nicolas Sarkozy seinen ersten Platz, den er 2007 errungen hat, in Elsaß verteidigt. Und Marine Le Pen hat die Stimmen zurückgewonnen, die ihr Vater bei den vorhergehenden Wahlen verloren hat. François Hollande hat die Vertretung der PS stabilisiert. Von François Bayrou dagegen hat sich ein bedeutender Teil seiner Wähler abgewandt. In den Parlamentswahlen hat die PS von dem Aufwind des Sieges von François Hollande in den Präsidentenwahlen profitiert. Sie kann nun zwei statt bisher einen der fünfzehn elsässischen Abgeordneten ins Parlament schicken. Doch es bleibt dabei, deren überwältigende Mehrheit gehört weiterhin der UMP an. Die PS festigte ihre Position in den größeren Städten, vor allem in

Strasbourg. Dort zählt die neue sozialistische Mehrheit des Präsidenten künftig zwei Abgeordnete. Diese Wahlen haben auch in anderer Hinsicht eine Erneuerung gebracht. Sie haben die Vertretung des Département Bas-Rhin verjüngt. Fünf von dessen neun Vertretern wurden zum ersten Mal gewählt. Anders im Département Haut-Rhin. Dort waren alle gewählten Abgeordneten auch schon bisher Volksvertreter.

Summary

The 2012 presidential and general elections in Alsace

Both elections have confirmed the right-wing rooting of Alsace, contrary to the national trend's change of majority. The presidential elections have confirmed Nicolas Sarkozy's 2007 leadership in Alsace and Marine Le Pen has reconquered the influence her father had lost in the preceding ballot, while François Bayrou has lost a significant part of his electorate. As for the general elections, in the wake of François Hollande's victory, the Socialist Party gained a second MP out of the 15 in Alsace, most of whom are affiliated to the UMP. The Socialist Party has gained strength in the main cities, particularly in Strasbourg where two Socialist MPs have been elected. The electoral results have renewed the parliamentary representation generationally: in the Bas-Rhin 5 MPS out of 9 have been given their first mandates, while in the Haut-Rhin all MPs have been re-elected.